

B.6.1. Die gesetzgebenden Versammlungen besitzen zwar die restliche Souveränität und müssen aufgrund ihrer besonderen Beschaffenheit ihre Unabhängigkeit absolut garantiert bekommen, doch der Hof erkennt nicht, inwiefern diese Unabhängigkeit beeinträchtigt werden könnte, wenn in dem Akt die rechtlichen und faktischen Erwägungen angeführt werden, die ihrer Entscheidung gegenüber ihrem Personal zugrunde gelegen haben, da diese Entscheidung nicht politischer Art ist und keineswegs zur Ausübung der Gesetzgebungsfunktion beiträgt.

B.6.2. Die Verpflichtung zur ausdrücklichen Begründung, die durch das Gesetz vom 29. Juli 1991 vorgeschrieben ist, verstärkt den Schutz des Rechtsunterworfenen sowie die gerichtliche Kontrolle der Verwaltungsakte, die durch den Staatsrat ausgeübt wird.

Da der Gesetzgeber beschlossen hat, die Verwaltungsakte der gesetzgebenden Versammlungen oder ihrer Organe in bezug auf ihr Personal derselben Regelung des Rechtsschutzes zu unterwerfen, wie sie auf die Akte der Verwaltungsbehörden anwendbar ist, ist es nicht gerechtfertigt, daß die Verpflichtung zur ausdrücklichen Begründung nicht auf die Erstgenannten Anwendung findet. Abgesehen davon, daß den Mitgliedern des Personals der gesetzgebenden Versammlungen oder ihrer Organe eine Garantie gegen etwaige Willkür entzogen würde, erlaubt das Fehlen der Verpflichtung zur ausdrücklichen Begründung es dem Staatsrat nicht, eine wirksame Kontrolle auszuüben.

B.7. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, daß das Gesetz vom 29. Juli 1991 über die ausdrückliche Begründung von Verwaltungsakten, wenn es in dem Sinne ausgelegt wird, daß die Verwaltungsakte der gesetzgebenden Versammlungen oder ihrer Organe in bezug auf die Mitglieder ihres Personals nicht in den Anwendungsbereich dieses Gesetzes fallen, nicht mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar ist.

B.8. Der Hof stellt jedoch fest, daß das Gesetz vom 29. Juli 1991 anders ausgelegt werden kann, so daß es mit den obengenannten Verfassungsbestimmungen vereinbar wäre.

Unter Berücksichtigung der in B.5 angeführten Elemente kann nämlich davon ausgegangen werden, daß der Gesetzgeber von 1991, obwohl er auf die individuellen Akte der Verwaltungsbehörden abzielte, die Akte der gesetzgebenden Versammlungen oder ihrer Organe gegenüber ihrem Personal nicht von der Verpflichtung zur ausdrücklichen Begründung ausschließen wollte, da diese Akte in den Anwendungsbereich von Artikel 14 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat fallen, auf den der Gesetzgeber gerade verweisen wollte.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erkennt für Recht:

- Das Gesetz vom 29. Juli 1991 über die ausdrückliche Begründung von Verwaltungsakten, dahingehend ausgelegt, daß Verwaltungsakte, die von den gesetzgebenden Versammlungen oder von ihren Organen gegenüber den Mitglieder ihres Personals erlassen werden, nicht unter die Anwendung dieses Gesetzes fallen, verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

- Das Gesetz vom 29. Juli 1991 über die ausdrückliche Begründung von Verwaltungsakten, dahingehend ausgelegt, daß Verwaltungsakte, die von den gesetzgebenden Versammlungen oder von ihren Organen gegenüber den Mitglieder ihres Personals erlassen werden, unter die Anwendung dieses Gesetzes fallen, verstößt nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Verkündet in französischer und niederländischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 29. Januar 2004.

Der Kanzler,
(gez.) P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,
(gez.) M. Melchior.

COUR D'ARBITRAGE

[2004/200902]

Extrait de l'arrêt n° 49/2004 du 24 mars 2004

Numéro du rôle : 2660

En cause : le recours en annulation de l'article 44 de la loi du 22 août 2002 portant des mesures en matière de soins de santé, introduit par l'a.s.b.l. Association francophone d'institutions de santé.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman et E. Derycke, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 6 mars 2003 et parvenue au greffe le 10 mars 2003, l'a.s.b.l. Association francophone d'institutions de santé, dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, rue Saint-Jean 32, a introduit un recours en annulation de l'article 44 de la loi du 22 août 2002 portant des mesures en matière de soins de santé (publiée au *Moniteur belge* du 10 septembre 2002).

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant à la disposition entreprise

B.1. La partie requérante demande l'annulation de l'article 44 de la loi du 22 août 2002 portant des mesures en matière de soins de santé, qui dispose :

« Dans [...] [la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987], il est inséré dans le chapitre V du Titre II, un article 107^{quater}, libellé comme suit :

' § 1^{er}. Une contribution forfaitaire des patients qui se présentent dans une unité de soins d'urgence ne peut être exigée par l'hôpital que conformément aux conditions fixées par le Roi, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres. Le Roi fixe le montant de cette contribution par un arrêté délibéré en Conseil des ministres.

§ 2. Le Roi procède à une évaluation du présent dispositif deux ans après l'entrée en vigueur de celui-ci et présente un rapport à ce sujet aux Chambres législatives fédérales. ' »

Quant à l'intérêt à agir

B.2.1. Le Conseil des ministres conteste l'intérêt à agir de l'association requérante.

B.2.2. Lorsqu'une association sans but lucratif se prévaut d'un intérêt collectif, il est requis que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; que l'intérêt collectif ne soit pas limité aux intérêts individuels des membres; que la norme entreprise soit susceptible d'affecter l'objet social; enfin, qu'il n'apparaisse pas que l'objet social ne soit pas ou plus réellement poursuivi.

B.2.3. L'a.s.b.l. Association francophone d'institutions de santé a notamment pour objet : « la défense et la promotion d'une politique de santé basée sur la solidarité, l'égalité d'accès aux soins, la pratique des soins au sein d'équipes multidisciplinaires [...] ». Cet objet social se distingue de l'intérêt général et n'est pas limité aux intérêts individuels des membres. Le recours en annulation n'est pas étranger à cet objet, dès lors qu'il attaque une loi qui permet d'exiger une contribution forfaitaire des patients qui se présentent dans une unité de soins d'urgence et restreint ainsi l'accès aux soins d'urgence.

Quant au fond

B.3. Les moyens sont pris de la violation des articles 10 et 11, pris isolément ou combinés avec l'article 23, de la Constitution en ce que la disposition entreprise permettrait d'imposer à la plupart des personnes qui se font soigner dans un service d'urgence une contribution forfaitaire restreignant ainsi l'accès aux unités de soins d'urgence, et en ce qu'elle charge le Roi de fixer tant le montant que les conditions d'établissement de la contribution forfaitaire qu'elle établit, sans fixer les objectifs ou les critères dont Il devrait tenir compte, ce qui aurait pour effet que les institutions de soins et les malades concernés sont ainsi privés des garanties liées à l'intervention du législateur.

B.4. Il ressort des travaux préparatoires de la disposition entreprise que le législateur a voulu limiter « une utilisation inefficace des facilités offertes par les urgences ». Afin de trouver une solution à ce problème, il convient, selon les mêmes travaux préparatoires, « de trouver une réglementation qui aborde la problématique des services de garde dans sa globalité, tant au niveau des urgences qu'au niveau des médecins généralistes et à celui des patients ». Une des mesures prises à cette fin est la « réglementation, [...], d'une cotisation à l'hôpital ».

Selon le législateur, « l'obtention d'un profit financier en soi ne peut ni être le but principal, ni exacerber la concurrence entre les hôpitaux » (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, DOC 50-1905/001, p. 30)

B.5.1. En permettant à un hôpital de réclamer, conformément aux conditions fixées par le Roi, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, une contribution forfaitaire des patients qui, sans urgence médicale, se présentent dans une unité de soins d'urgence, le législateur a instauré une différence de traitement entre ces patients et les autres patients.

B.5.2. Cette différence de traitement repose sur un critère objectif : le recours à une unité de soins d'urgence. Elle est également pertinente au regard des buts poursuivis par le législateur. Elle a pour effet, d'une part, de limiter le montant de la contribution qui peut être réclamée par les hôpitaux. Elle permet, d'autre part, de limiter l'utilisation impropre des facilités offertes par les urgences. Le souci d'éviter que des personnes s'adressent à une unité de soins d'urgence alors qu'elles ne peuvent raisonnablement considérer qu'elles se trouvent dans une situation d'urgence médicale justifie dans son principe la mesure critiquée.

B.6.1. L'article 44 de la loi du 22 août 2002 est rédigé de manière telle qu'il se borne à interdire que la contribution forfaitaire soit exigée en dehors des conditions fixées par le Roi et qu'elle dépasse le montant fixé par Lui.

B.6.2. La délégation donnée au Roi d'arrêter le montant de la contribution forfaitaire et de fixer les conditions de sa déduction ne méconnaît pas, par elle-même, les dispositions invoquées au moyen. De ce que le législateur a habilité le Roi à prendre des mesures d'exécution, il ne peut se déduire qu'il L'aurait autorisé à méconnaître le principe d'égalité et de non-discrimination.

B.6.3. Toutefois, il ressort du texte de la loi - et ce point est confirmé par le texte de l'arrêté royal d'exécution du 19 février 2003 (*Moniteur belge* du 28 février 2003) - que l'opportunité de réclamer ou non le paiement d'une contribution, qui n'est pas la contrepartie d'une prestation supplémentaire de soins, sera laissée à la discrétion de chaque hôpital. Si une telle mesure est justifiée dans son principe, l'absence d'indication quant aux éléments qui conditionnent la déduction de la contribution crée une incertitude qui la rend incompatible avec le principe d'égalité.

B.7. Il convient cependant de maintenir les effets de la disposition attaquée dans la mesure indiquée au dispositif, pour éviter les difficultés administratives qu'entraînerait l'effet rétroactif de l'annulation, spécialement à propos d'une contribution dont le montant actuel, tel qu'il est fixé par l'arrêté royal du 19 février 2003, est limité à 12,50 euros et compte tenu de ce que le législateur a chargé le Roi de procéder à une évaluation de la mesure deux ans après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal précité.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 107quater, § 1^{er}, de la loi sur les hôpitaux coordonnée le 7 août 1987, inséré par l'article 44 de la loi du 22 août 2002 portant des mesures en matière de soins de santé;

- maintient les effets de la disposition annulée jusqu'au 31 juillet 2005.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 24 mars 2004.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleul.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

[2004/200902]

Uittreksel uit arrest nr. 49/2004 van 24 maart 2004

Rolnummer 2660

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 44 van de wet van 22 augustus 2002 houdende maatregelen inzake gezondheidszorg, ingesteld door de v.z.w. Association francophone d'institutions de santé.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman en E. Derycke, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 6 maart 2003 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 10 maart 2003, heeft de v.z.w. Association francophone d'institutions de santé, met zetel te 1000 Brussel, Sint-Jansstraat 32, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 44 van de wet van 22 augustus 2002 houdende maatregelen inzake gezondheidszorg (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 10 september 2002).

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepaling

B.1. De verzoekende partij vordert de vernietiging van artikel 44 van de wet van 22 augustus 2002 houdende maatregelen inzake gezondheidszorg. Dat artikel bepaalt :

« In [de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987] wordt in hoofdstuk V van Titel II een artikel 107^{quater} ingevoegd, luidend als volgt :

' § 1. Een forfaitaire bijdrage van de patiënten die zich aanmelden in een eenheid voor spoedgevallenzorg, kan enkel door het ziekenhuis worden gevorderd overeenkomstig de voorwaarden bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. De Koning bepaalt het bedrag van die bijdrage, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

§ 2. De Koning onderwerpt deze regeling twee jaar na de inwerkingtreding ervan aan een evaluatie en dient terzake bij de federale Wetgevende Kamers een verslag in. »

Ten aanzien van het belang om in rechte te treden

B.2.1. De Ministerraad betwist het belang van de verzoekende vereniging om in rechte te treden.

B.2.2. Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk zich op een collectief belang beroept, is vereist dat haar maatschappelijk doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat het collectief belang niet tot de individuele belangen van de leden is beperkt; dat het maatschappelijk doel door de bestreden norm kan worden geraakt; dat ten slotte niet blijkt dat het maatschappelijk doel niet of niet meer werkelijk wordt nagestreefd.

B.2.3. De v.z.w. Association francophone d'institutions de santé heeft met name tot doel : « een op solidariteit berustend gezondheidsbeleid, de gelijke toegang tot de gezondheidszorg, de zorgverstrekking binnen multidisciplinaire teams te vrijwaren en te bevorderen [...] ». Dat maatschappelijk doel is onderscheiden van het algemeen belang en is niet beperkt tot de individuele belangen van de leden. Het beroep tot vernietiging is niet vreemd aan dat doel, aangezien een wet wordt bestreden die het mogelijk maakt een forfaitaire bijdrage op te leggen aan de patiënten die zich tot een spoeddienst wenden, en aldus de toegang tot de spoedgevallenzorg beperkt.

Ten gronde

B.3. De middelen zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 23, van de Grondwet, in zoverre de bestreden bepaling het mogelijk zou maken een forfaitaire bijdrage op te leggen aan de meeste personen die zich in een spoeddienst laten behandelen en aldus de toegang tot eenheden voor spoedgevallenzorg van een ziekenhuis beperken en in zoverre zij de Koning ermee belast zowel het bedrag als de voorwaarden voor de vaststelling van de bij die bepaling ingevoerde forfaitaire bijdrage te bepalen, zonder de doelstellingen, noch de criteria vast te stellen waarmee Hij rekening zou moeten houden, waardoor aldus aan de instellingen voor gezondheidszorg en de betrokken zieken de waarborgen worden ontnomen die zijn verbonden aan het optreden van de wetgever.

B.4. Uit de parlementaire voorbereiding van de bestreden bepaling blijkt dat de wetgever het « ondoelmatig gebruik van de faciliteiten op spoedopname » heeft willen inperken. Teneinde hiervoor een oplossing te vinden, dient, volgens dezelfde parlementaire voorbereiding, « gestreefd te worden naar een regeling die de problematiek van de wachtdiensten in zijn globaliteit aanpakt, zowel op het niveau spoedopname als op het niveau huisarts en het niveau patiënt ». Een van de maatregelen daartoe is de « reglementering met betrekking tot een bijdrage aan het ziekenhuis ».

Volgens de wetgever mag « het bekomen van een financiële opbrengst *in se* [...] niet het voornaamste doel zijn, noch [...] leiden tot het aanscherpen van concurrentie tussen de ziekenhuizen » (*Parl. St.*, Kamer, 2001-2002, DOC 50-1905/001, p. 30).

B.5.1. Door het een ziekenhuis mogelijk te maken een forfaitaire bijdrage, overeenkomstig de voorwaarden bepaald door de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, te vorderen van de patiënten die zich zonder medische urgentie tot een eenheid voor spoedgevallenzorg wenden, heeft de wetgever een verschil in behandeling ingevoerd tussen die patiënten en de andere patiënten.

B.5.2. Dat verschil in behandeling berust op een objectief criterium: het beroep op een eenheid voor spoedgevallenzorg. Het is tevens relevant ten aanzien van de door de wetgever nagestreefde doelstellingen. Het heeft, enerzijds, tot gevolg het bedrag van de bijdrage te beperken dat door de ziekenhuizen kan worden gevorderd. Het maakt het, anderzijds, mogelijk het oneigenlijk gebruik van de door de spoeddiensten geboden faciliteiten te beperken. De zorg om te vermijden dat personen zich tot een eenheid voor spoedgevallenzorg wenden terwijl zij in redelijkheid niet kunnen aannemen dat zij zich in een toestand van medische urgentie bevinden, verantwoordt de bekritiseerde maatregel in zijn beginsel.

B.6.1. Artikel 44 van de wet van 22 augustus 2002 is dusdanig geformuleerd dat het zich ertoe beperkt te verbieden dat de forfaitaire bijdrage wordt gevorderd buiten de door de Koning vastgestelde voorwaarden en dat zij het door Hem vastgestelde bedrag overschrijdt.

B.6.2. De aan de Koning opgedragen bevoegdheid om het bedrag van de forfaitaire bijdrage en de voorwaarden inzake de verschuldigdheid ervan vast te stellen, miskent op zich de in het middel aangevoerde bepalingen niet. Uit het feit dat de wetgever de Koning ertoe heeft gemachtigd uitvoeringsmaatregelen te nemen, kan niet worden afgeleid dat hij Hem zou hebben toegestaan het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie te schenden.

B.6.3. Uit de tekst van de wet blijkt evenwel - en dat punt wordt bevestigd door de tekst van het koninklijk besluit van 19 februari 2003 tot uitvoering ervan (*Belgisch Staatsblad* van 28 februari 2003) - dat de mogelijkheid om de betaling van een bijdrage, waartegenover geen bijkomende zorgverstrekking staat, al dan niet op te leggen, aan het discretionaire oordeel van elk ziekenhuis zal worden overgelaten. Hoewel een dergelijke maatregel in beginsel verantwoord is, brengt de ontstentenis van aanwijzingen omtrent de elementen waarop de verschuldigdheid van de bijdrage berust, een onzekerheid teweeg, waardoor die maatregel onverenigbaar wordt met het gelijkheidsbeginsel.

B.7. De gevolgen van de bestreden bepaling dienen evenwel op de in het dictum vermelde wijze te worden gehandhaafd, teneinde de administratieve moeilijkheden te voorkomen die zouden voortvloeien uit de terugwerkende kracht van de vernietiging, in het bijzonder voor een bijdrage waarvan het huidige bedrag, zoals het bij het koninklijk besluit van 19 februari 2003 is vastgesteld, tot 12,50 euro is beperkt en rekening houdend met het feit dat de wetgever de Koning ermee heeft belast de maatregel twee jaar na de inwerkingtreding van dat koninklijk besluit te evalueren.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 107^{quater}, § 1, van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, ingevoegd bij artikel 44 van de wet van 22 augustus 2002 houdende maatregelen inzake gezondheidszorg;

- handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepaling tot 31 juli 2005.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 24 maart 2004.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

[2004/200902]

Auszug aus dem Urteil Nr. 49/2004 vom 24. März 2004

Geschäftsverzeichnisnummer 2660

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 44 des Gesetzes vom 22. August 2002 zur Festlegung von Maßnahmen in bezug auf die Gesundheitspflege, erhoben von der VoG Association francophone d'institutions de santé.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 6. März 2003 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 10. März 2003 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG Association francophone d'institutions de santé, mit Sitz in 1000 Brüssel, rue Saint-Jean 32, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 44 des Gesetzes vom 22. August 2002 zur Festlegung von Maßnahmen in bezug auf die Gesundheitspflege (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 10. September 2002).

(...)

II. In rechtlicher Beziehung

(...)

In bezug auf die angefochtene Bestimmung

B.1. Die klagende Partei beantragt die Nichtigerklärung von Artikel 44 des Gesetzes vom 22. August 2002 zur Festlegung von Maßnahmen in bezug auf die Gesundheitspflege. Dieser Artikel besagt:

«In [das am 7. August 1987 koordinierte Gesetz über die Krankenhäuser] wird in Kapitel V von Titel II ein Artikel 107^{quater} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

’ § 1. Von den Patienten, die sich in einer Notfallversorgungseinheit melden, kann das Krankenhaus nur unter den vom König durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß festgelegten Bedingungen einen Pauschalbeitrag fordern. Der König legt den Betrag dieses Beitrags durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß fest.

§ 2. Der König bewertet diese Regelung zwei Jahre nach ihrem Inkrafttreten und legt den föderalen gesetzgebenden Kammern einen diesbezüglichen Bericht vor. ’»

In bezug auf das Interesse an der Klageerhebung

B.2.1. Der Ministerrat stellt das Interesse der klagenden Vereinigung an der Klageerhebung in Abrede.

B.2.2. Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht sich auf ein kollektives Interesse beruft, ist es erforderlich, daß ihr Vereinigungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, daß sich das kollektive Interesse nicht auf die individuellen Interessen der Mitglieder beschränkt, daß die angefochtene Rechtsnorm den Vereinigungszweck beeinträchtigen kann, und daß es sich schließlich nicht zeigt, daß der Vereinigungszweck nicht oder nicht mehr tatsächlich erstrebt wird.

B.2.3. Die VoG Association francophone d'institutions de santé bezweckt insbesondere «die Verteidigung und Förderung einer Gesundheitspolitik auf der Grundlage der Solidarität, des gleichen Zugangs zu den Pflegeleistungen und der Pflegepraxis innerhalb von fachübergreifenden Teams [...]». Dieser Vereinigungszweck unterscheidet sich vom allgemeinen Interesse und beschränkt sich nicht auf die individuellen Interessen der Mitglieder. Die Nichtigkeitsklage weist einen Zusammenhang zu diesem Zweck auf, da sie ein Gesetz anfecht, das es ermöglicht, den Patienten, die sich an eine Notaufnahmeabteilung wenden, einen Pauschalbeitrag aufzuerlegen und somit den Zugang zur Pflege in einer Notaufnahme einschränkt.

Zur Hauptsache

B.3. Die Klagegründe sind abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit deren Artikel 23, insofern die angefochtene Bestimmung den meisten Personen, die sich an eine Notaufnahmeabteilung wendeten, einen Pauschalbeitrag auferlege und somit den Zugang zu den Notaufnahmeabteilungen einschränke, und sie es dem König überlasse, sowohl den Betrag als auch die Bedingungen für die Festsetzung des von ihr vorgesehenen Pauschalbeitrags festzulegen, ohne die Ziele oder die Kriterien, die für ihn gelten würden, zu bestimmen, so daß den Pflegeeinrichtungen und den betroffenen Kranken die mit dem Eingreifen des Gesetzgebers verbundenen Garantien vorenthalten würden.

B.4. Aus den Vorarbeiten zur angefochtenen Bestimmung geht hervor, daß der Gesetzgeber die «ineffiziente Nutzung der Notfalleinrichtungen» einschränken wollte. Im Hinblick auf eine Lösung dieses Problems ist gemäß den genannten Vorarbeiten «eine Regelung, die sich global mit der Problematik der Bereitschaftsdienste befaßt, sowohl auf Ebene der Notaufnahmen als auch auf Ebene der Hausärzte und der Ebene der Patienten» anzustreben. Eine der zu diesem Zweck ergriffenen Maßnahmen ist die «Regelung bezüglich eines Beitrags ans Krankenhaus».

Nach Darlegung des Gesetzgebers darf «das Erzielen eines finanziellen Ertrags an sich nicht das wichtigste Ziel sein und nicht zu einer Verschärfung des Wettbewerbs zwischen den Krankenhäusern führen» (*Parl. Dok., Kamer, 2001-2002, DOC 50-1905/001, S. 30*).

B.5.1. Indem der Gesetzgeber es einem Krankenhaus ermöglicht, von den Patienten, die sich, ohne daß ein medizinischer Notfall vorliegt, an eine Notfallversorgungseinheit wenden, einen Pauschalbeitrag gemäß den vom König durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß festgelegten Bedingungen zu fordern, hat er einen Behandlungsunterschied zwischen diesen Patienten und den anderen Patienten eingeführt.

B.5.2. Dieser Behandlungsunterschied beruht auf einem objektiven Kriterium, nämlich der Inanspruchnahme einer Notfallversorgungseinheit. Er ist ebenfalls sachdienlich in bezug auf die Zielsetzungen des Gesetzgebers. Er bewirkt nämlich einerseits, daß die Höhe des Beitrags, den die Krankenhäuser fordern können, begrenzt wird. Er ermöglicht es andererseits auch, die zweckwidrige Nutzung der von den Notaufnahmeabteilungen gebotenen Leistungen einzuschränken. Wenn vermieden werden soll, daß sich Personen an eine Notfallversorgungseinheit wenden, obwohl sie vernünftigerweise nicht davon ausgehen können, sich in einem medizinischen Notfall zu befinden, rechtfertigt dies grundsätzlich die beanstandete Maßnahme.

B.6.1. Artikel 44 des Gesetzes vom 22. August 2002 ist so verfaßt, daß er sich auf das Verbot beschränkt, den Pauschalbeitrag außerhalb der vom König festgelegten Bedingungen zu fordern und den von ihm festgesetzten Betrag zu überschreiten.

B.6.2. Die dem König übertragene Ermächtigung, die Höhe des Pauschalbeitrags und die Bedingungen für die Zahlungspflicht dieses Betrags festzulegen, verstößt an sich nicht gegen die im Klagegrund angeführten Bestimmungen. Aus dem Umstand, daß der Gesetzgeber den König ermächtigt hat, Ausführungsmaßnahmen zu ergreifen, kann nicht abgeleitet werden, daß er ihm gestattet hätte, gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung zu verstoßen.

B.6.3. Aus dem Gesetzestext geht jedoch hervor - und dieser Punkt wird durch den Text des zu dessen Ausführung ergangenen königlichen Erlasses vom 19. Februar 2003 (*Belgisches Staatsblatt* vom 28. Februar 2003) bestätigt -, daß die Möglichkeit zur Einforderung eines Beitrags, der nicht die Gegenleistung einer zusätzlichen Pflegeleistung darstellt, der Ermessensbefugnis eines jeden Krankenhauses überlassen bleibt. Obwohl eine solche Maßnahme grundsätzlich gerechtfertigt ist, schafft das Fehlen von Angaben über die Elemente, die die Pflicht zur Zahlung des Beitrags bedingen, eine Unsicherheit, die diese Maßnahme mit dem Gleichheitsgrundsatz unvereinbar macht.

B.7. Die Folgen der angefochtenen Bestimmung sind jedoch in dem im Urteilstenor angegebenen Maße aufrechtzuerhalten, damit die verwaltungsmäßigen Schwierigkeiten vermieden werden, die sich aus der Rückwirkung der Nichtigerklärung ergeben würden, insbesondere für einen Beitrag, dessen - durch den königlichen Erlaß vom 19. Februar 2003 festgelegte - jetzige Höhe auf 12,50 Euro begrenzt ist und unter Berücksichtigung des Umstandes, daß der Gesetzgeber den König beauftragt hat, die Maßnahme zwei Jahre nach dem Inkrafttreten dieses königlichen Erlasses zu bewerten.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt Artikel 107^{quater} § 1 des am 7. August 1987 koordinierten Gesetzes über die Krankenhäuser, eingefügt durch Artikel 44 des Gesetzes vom 22. August 2002 zur Festlegung von Maßnahmen in bezug auf die Gesundheitspflege, für nichtig;

- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung bis zum 31. Juli 2005 aufrecht.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 24. März 2004.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

RECHTERLIJKE MACHT

[C - 2004/09314]

Hof van beroep te Brussel

POUVOIR JUDICIAIRE

[C - 2004/09314]

Cour d'appel de Bruxelles

De aanwijzing van de heer Vanderwegen, A., raadsheer in het hof van beroep te Brussel, tot kamervoorzitter in dit hof, is hernieuwd voor een termijn van drie jaar met ingang van 29 januari 2004.

La désignation de M. Vanderwegen, A., conseiller à la cour d'appel de Bruxelles, comme président de chambre à cette cour, est renouvelée pour un terme de trois ans prenant cours le 29 janvier 2004.